

**AMELIORATION THERMIQUE
BUREAUX INRAE**
Chemin de Gotheron
26320 ST MARCEL LES VALENCE

**D.C.E
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
PREAMBULE TCE**



Maitre d'ouvrage :

INRAE

228, route de l'Aérodrome CS 40509
84914 AVIGNON CEDEX 9



SOVEBAT

Economiste :

SOVEBAT

Espace du Parc - Rue Mozart - 26000 Valence
Tél : 04.75.43.20.40
Courriel : s.champion@sovebat.fr



BET Fluides :

BE ACT

4, rue Paul Henry Spaak - 26000 Valence
Tél : 04.75.70.84.85
Courriel : contact@beact.pro

SOMMAIRE

001.-	OBJET _____	3
002.-	DOSSIER D'EXECUTION _____	3
003.-	SUR LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - DEVIS DESCRIPTIF ____	3
004.-	DEFINITION GENERALE DE LA PRESTATION _____	4
005.-	NOMENCLATURE DES LOTS _____	4
006.-	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES _____	4
007.-	RESERVATIONS, PRISES, SCELLEMENTS, FIXATIONS, GARNISSAGE, RACCORDS ____	5
008.-	ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER _____	5
009.-	COMPTE PRORATA INTER-ENTREPRISES _____	5
010.-	NETTOYAGE DU CHANTIER _____	5
011.-	CONTROLE TECHNIQUE _____	6
012.-	SECURITE _____	7
013.-	PLANS DE RECOLLEMENT _____	7
014.-	DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE _____	7
015.-	COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE ____	7
016.-	PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES _____	8
017.-	TRAVAUX EN SITE OCCUPES _____	9

001.- OBJET

Le présent C.C.T.P. est relatif à l'amélioration thermique des bureaux de l'INRAE à ST MARCEL LES VALENCE.

Voir C.C.A.P. et P.G.C.S.P.S. communs à tous les corps d'état

Concernant les visites obligatoires des entreprises se référer au règlement de consultation.

002.- DOSSIER D'EXECUTION

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de base avec exécution.

Les notes de calculs, les plans d'ateliers, d'assemblages et de chantier, relatifs aux méthodes de réalisation sont à la charge de toutes les entreprises et devront être soumis à l'agrément du bureau de contrôle avant toutes exécution.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications des plans de détail ; en cas de doute, il en référera à l'architecte. S'il néglige de le faire, il restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences qu'elles entraîneraient.

L'entrepreneur sera tenu de s'assurer que la série de plans qu'il détient est bien conforme à la série type, déposée au bureau de l'architecte.

003.- SUR LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - DEVIS DESCRIPTIF

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières est donné pour définir :

- D'une part le cadre et les limites de la prestation.
- D'autre part les prescriptions techniques minimales qui seront exigées.

En aucun cas les attributaires ne pourront évoquer les omissions ou autres lacunes de quelque nature qu'elles soient dans la rédaction de ce document pour présenter des réclamations après la signature du marché.

Il leur appartiendra éventuellement, au moment de la présentation des offres, de faire toutes observations utiles à cet endroit.

En règle générale, les coordonnées techniques données au cours du devis, ne constituent qu'une prestation minimale - l'exécution devra être conforme aux règlements en vigueur ou prescriptions techniques du fabricant et autres sujétions de mise en œuvre nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage.

Pour les lots techniques, une note complémentaire pourra être annexée au marché pour préciser les caractéristiques des matériaux et matériels proposé.

Chaque attributaire est censé avoir pris connaissance du devis descriptif général tous corps d'état et de ses interférences.

Pour permettre de concrétiser d'une façon plus précise les matériels ou les matériaux désirés, il a été fait référence, dans la rédaction du devis descriptif, à des marques connues. Il appartiendra à l'attributaire de faire agréer toute autre provenance permettant d'obtenir des performances équivalentes.

004.- DEFINITION GENERALE DE LA PRESTATION

Les entreprises sont censées connaître parfaitement les lieux. Font partie de la prestation tous les travaux et fournitures nécessaires à la réalisation complète du projet, prêt à remplir son objet.

Tous les produits et matériaux employés devront être pourvus d'un avis favorable du C.S.T.B. en cours de validité et répondre aux exigences sismiques des différents DTU et avis techniques (zone sismique 3 modérée)

L'entrepreneur est tenu de ne mettre en œuvre que des matériaux répondant aux exigences de sécurité réglementaire pour des bâtiments d'habitation collective 2^{ème} famille - notamment en ce qui concerne le classement des matériaux à leur réaction au feu.

005.- NOMENCLATURE DES LOTS

LOT 01 - ISOLATION PAR L'EXTERIEUR - PEINTURE MINERALE

LOT 02 - MENUISERIES EXTERIEURES PVC - ALUMINIUM – SERRURERIE

LOT 03 - FAUX-PLAFOND - DOUBLAGES - CLOISONS - PEINTURE

LOT 04 - ISOLATION SOUFLÉE EN COMBLES

LOT 05 – ELECTRICITE

LOT 06 – CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE SANITAIRE

006.- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Sont applicables au présent marché l'ensemble des prescriptions techniques générales applicables à la construction et en vigueur 30 jours avant la date limite de remise des offres, notamment :

- Les Normes Françaises.
- Les règles parasismiques Eurocode 8 – Eurocode 2 et annexes (Zone 3 modérée).
- Les cahiers des charges et règles de calcul D.T.U. édités par le C.S.T.B.
- Les cahiers des prescriptions techniques générales, édités par le C.S.T.B. et les prescriptions du R.E.E.F.
- Les règles générales de construction et de sécurité relatives aux bâtiments d'habitations et celles de sécurité contre l'incendie.
- Etc.

En outre, les constructions devront satisfaire à la réglementation sur l'isolation thermique, le confort acoustique, la sécurité des occupants, l'aide aux handicapés...

Les ouvrages devront satisfaire à toutes les règles administratives ou techniques édictées par les services publics ou semi-publics tels que voiries, police, réseaux divers, Téléphone, Electricité, Gaz, service distributeur d'eau, etc.

Avant toute exécution, l'entreprise est tenue de s'informer de la présence éventuelle de réseaux enterrés et prendre toutes précautions utiles.

007.- RESERVATIONS, PRISES, SCELLEMENTS, FIXATIONS, GARNISSAGE, RACCORDS

a) Prises, scellements, fixations

Chaque corps d'état a, à sa charge, tous les travaux d'aménagement, de prises, percements, fixations, scellement, etc. concernant ses propres ouvrages. Chaque fois que cela sera possible, les prises seront remplacées par des chevilles de fixation à expansion.

Sont à la charge de l'entreprise concernée tous les percements et carottages dans l'existant nécessaires aux passages de ces réseaux, ainsi que toutes les fixations.

b) Garnissages, raccords

Les garnissages, rebouchages, raccords de toute nature, seront à la charge des corps d'état intéressés, bien qu'ils doivent obligatoirement être réalisés par des entreprises spécialisées (sauf mention contraire des pièces contractuelles).

008.- ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

Le titulaire du lot « **ISOLATION PAR L'EXTERIEUR - PEINTURE MINERALE** », qui est chargé d'assurer à ses frais, l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier. Les installations de chantier seront regroupées par zone suivant P.G.C.S.P.S.

009.- COMPTE PRORATA INTER-ENTREPRISES

Conformément au P.G.C.S.P.S.

010.- NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque entreprise doit évacuer quotidiennement aux décharges publiques tous les gravats provenant de ses travaux et devra maintenir le chantier en parfait état de propreté.

Pour faciliter la tâche des entreprises, le titulaire du lot ISOLATION PAR L'EXTERIEUR - PEINTURE MINERALE devra faire placer sur le chantier des bennes spéciales pour recevoir les gravats, suivant les besoins – avec tri sélectif des matériaux y compris tous droits de décharges spécialisées.

Chaque lot doit assurer une protection des équipements intérieurs INRAE avant intervention et leur dépose immédiate après intervention.

Nettoyage par les lots concerné chaque soir avant de quitter le chantier des intérieurs et abords extérieurs.

Nettoyage journalier des locaux en travaux à l'aspirateur et nettoyage humide si nécessaire.

En cas de « chantier sale » le Maître d'œuvre et/ou le Maitre d'ouvrage demandera soit à l'entreprise de façade ou à une entreprise spécialisée de réaliser un nettoyage hebdomadaire le vendredi après midi, à la charge des entreprises déficientes ou dans le cadre du prorata.

011.- CONTROLE TECHNIQUE

a) Mission du bureau de contrôle

La mission du contrôle technique est confiée à SOCOTEC 5 Av de la Gare – 26300 ALIXAN

Tél. : 06 33 08 19 90 – Courriel : julien.tracol@socotec.com – Mr Julien TRACOL.

b) Essais et contrôles à effectuer par les entreprises

1.- Contrôle interne (concerne toutes les entreprises)

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les Produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché,
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,
- Au niveau de l'interférence entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art,
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites,

2.- Vérifications de fonctionnement (concerne notamment les lots 1, 2, 11,12)

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception des essais et vérifications et fournir les attestations d'essais et de fonctionnement AQC (Agence Qualité Construction)

012.- SECURITE

Toutes les règles de sécurité incendie concernant les bâtiments de ce type devront être strictement respectées.

Les prescriptions du C.C.T.P. seront éventuellement adaptées à ces règles.

013.- PLANS DE RECOLLEMENT

Concerne toutes les entreprises.

L'entreprise aura à charge d'établir et de fournir les D.O.E. **mis à jour par rapport à l'exécution** – ces D.O.E. seront fournis en 1 exemplaire sur Clef USB comprenant les plans en DWG compatibles Autocad 2017 et format PDF – ainsi que les plans de recollement, les plans de réseaux, les P.V. de classement au feu des matériaux mis en œuvre pour les ouvrages exécutés ainsi que les notices de fonctionnement le cas échéant.

014.- DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE

Chaque soumissionnaire devra joindre à son offre une décomposition du prix global forfaitaire, en justification du prix global offert.

Pour ce faire, il utilisera le cadre qui lui est remis dans le dossier d'appel d'offres, sans procéder à une nouvelle frappe, mais en le complétant avec ses prix unitaires.

La décomposition du prix global forfaitaire ainsi arrêté sous l'entière responsabilité des concurrents est destiné à être joint au marché en justification du prix global offert et éventuellement en le modifiant pour le rendre conforme aux documents contractuels.

En particulier l'entreprise devra signaler par écrit toutes erreurs, omissions, ou incohérences, que l'étude en vue de son offre : du C.C.T.P. (article 003 du Préambule), des plans (article 002 du Préambule) et du cadre de la D.P.G.F, pourra révéler.

Toutes réclamations postérieures à la signature du marché pour justifier d'une éventuelle plus-value seront considérées comme nulles et non avenues.

015.- COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Coordination C.S.P.S. de Niveau 2

L'entrepreneur a, à sa charge, tous les travaux de protection collective ou individuelle pendant la durée du chantier - sa valeur est incluse dans le prix forfaitaire de son offre.

Il a de plus à sa charge, tous les travaux et prestations découlant du Plan Général de Coordination (P.G.C) en matière de protection de la santé et de la sécurité.

Décret n° 93.1418 du 31 Décembre 1993

Décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 modifié par le décret n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail

Décret n° 2008-244 du 7 Mars 2008 (articles R 4532-77 à 94 et R 4741-4 et R 4741-5) relatif au Code du Travail

Etc.

L'entrepreneur devra se soumettre et tenir compte de toutes les remarques du Coordonnateur de sécurité et :

- Appliquer le Plan Général de Coordination (P.G.C)
- Respecter les obligations de sécurité (article L 4122-1)
- Faire respecter les obligations de sécurité par ses sous-traitants (article R 4532-60)
- Faciliter l'intervention du coordonnateur (article R 4211-3)
- Assurer la rédaction dans les 30 jours de la rédaction de son contrat du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) - (Article R 4532-57 à 73)
- Adresser un exemplaire du P.P.S.P.S. à l'inspecteur de travail, à l'O.P.P.B.T.P. et à l'organisme de sécurité sociale, en cas de travaux comportant des risques particuliers (Article R 4532-70).
- Fournir gratuitement et dans les délais et formes indiqués par le Maître d'œuvre, tous documents nécessaires à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).
- Toutes autres dispositions relevant de la réglementation en vigueur à la date d'établissement de l'offre.

La mission est confiée à APAVE – Timothee Yapoudjian – 42 G av des Langories BP 90131– 26905 VALENCE CEDEX – Tél : 06 69 25 15 49– Courriel : timothee.yapoudjian@apave.com

016.- PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

Gestion des déchets de chantiers

« De façon générale les déchets générés par le chantier, seront évacués et éliminés selon la législation en vigueur. En cours de chantier, les déchets devront être triés et stockés dans des bennes prévues à cet effet en fonction de leur nature. La valorisation des déchets est la règle, l'enfouissement ne devant intervenir qu'en ultime recours. Les déchets relevant du stockage d'inertes et les déchets dangereux devront être traités en centres agréés selon leur nature. »

Fiches matériaux, produits et procédés

Chaque entreprise doit pouvoir justifier des caractéristiques de l'ensemble des matériaux, produits ou procédés qu'elle, ou ses sous-traitants, mettront en œuvre sur le chantier conformément aux prescriptions des CCTP par lot.

Les justificatifs acceptés sont :

- Les certificats ou labels concernant les matériaux pour lesquels un étiquetage particulier est requis (ACERMI, CE, Eco Label Européen, NF Environnement, PEFC, ...),
- Les Avis Techniques du CSTB,
- Les Fiches techniques des fabricants précisant les caractéristiques environnementales des matériaux, produits ou procédés – obtenir de l'entreprise les produits sur leurs émissions de polluants selon le décret 2011-321 du 23 Mars 2011, dans un classement A+,
- Eviter tous les produits présentant une phrase de risque. Lorsque aucune alternative n'est disponible, permettre uniquement les phrases de risques : R10-R11-R22-R25-R36-R37-R38-R42-R43,

Les entreprises joindront donc à leurs offres les justificatifs nécessaires à l'évaluation de la pertinence des matériaux proposés lorsqu'ils sont disponibles.

Les entreprises devront fournir l'ensemble de ces justificatifs avant leur début sur le chantier pour

validation par la Maîtrise d'Œuvre.

Dispositions particulières par lot

**Emploi de matériaux et produits avec étiquette d'émission de polluant A+017.-
CONNAISSANCE DES LIEUX**

Concernant les visites obligatoires des entreprises se référer au règlement de consultation
afin de prendre connaissance des lieux pour :

- Avoir pris connaissance complète et entière des lieux ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.
- Avoir chiffré les prestations à exécuter en fonction de la qualité et de l'état des supports et ouvrages existants.
- Que la remise en état des voies publiques dégradées par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels est entièrement à la charge de l'entreprise.
- Les contraintes engendrées par la réalisation des travaux dans bâtiments existants occupés.

017.- TRAVAUX EN SITE OCCUPES

Les travaux se dérouleront dans des locaux en activité.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions pour assurer la protection des biens et des personnes compte tenu de cette situation. Des barrières provisoires, cantonnements, barrières antipoussière, etc... pourront être mises en place suivant demandes du chef de l'établissement ou du C.S.P.S

Toutes dégradations produites sur les bâtiments existants seront à la charge de l'entreprise concernée avec remise en état identique à l'existant.

Exécution des travaux en accord avec le C.S.P.S.

Emploi de matériel fortement insonorisé pour engendrer le moins de gêne possible au voisinage, compte-tenu que le bâtiment se situe dans une zone occupée.

L'entreprise doit évacuer quotidiennement aux décharges publiques tous les gravats provenant de ses travaux et devra maintenir le chantier en parfait état de propreté.

Dans cette même enceinte pourront être stockés momentanément les approvisionnements de matériaux.